

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1977)
Heft: 429

Artikel: Savro : des patrons réduits à la pire extrémité
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1018922>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 22.12.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Les mouchards de Cincera au travail (suite et fin)

l'importance de leur travail et leur faisaient valoir que leur expérience politique et leurs relations leur seraient utiles plus tard, à l'armée, à l'université et dans la vie professionnelle.

» C'est ainsi que M. Cincera a abusé jusqu'à l'extrême de nos convictions politiques sincères, de notre besoin juvénile d'être différent et d'être pris au sérieux, de notre goût de l'aventure et de notre soif de connaissances... Nous ne voudrions pas

négliger de tresser aussi des lauriers à M. Cincera. Il lui revient au moins d'avoir politisé et sensibilisé aux vrais problèmes deux adolescents, en les confrontant à un ensemble de réflexions étrangères, nouvelles... il nous a rendus conscients vers où mènent le mouchardage, la méfiance et la difamation... vers la castration de la démocratie ».

* * *

Pierre et Ron sont sur le point d'achever leur maturité. Ils ont décidé d'aborder l'âge adulte en assumant leur passé. Déjà une rumeur, venue de Zurich, vise à les discréditer...

Paix : il salirait donc le Chah avec la complicité de l'Académie suédoise et de la quasi-totalité de l'Occident ?

C. En dix ans, un souverain généreux, etc., est devenu un bourreau, un tortionnaire — soit qu'il ait sombré dans la démence furieuse, tel Caligula, soit qu'il se soit trouvé en face de tant d'assassins (des dizaines de milliers !) terroristes si déterminés, qu'il n'a pas eu d'autre moyen que de... Je vous laisse le choix !

J. C.

LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

Ah, Chah ira...

Soit les deux textes suivants :

1. « Mémoires du Chah d'Iran.

» Les hebdomadaires, la presse illustrée, le journalisme à sensation, ont établi un véritable rideau de fumée qui dissimule entièrement le vrai visage de l'empereur d'Iran, Réza Pahlevi. Ce souverain jeune, actif, généreux, intelligent, a pris le pouvoir, on le sait, au moment où les Alliés sont entrés en Perse.

» Le chah d'Iran, éccœuré sans doute, comme il dit lui-même, de n'être connu que par sa vie privée et le choix de ses cravates, a mis la main à la plume, et dans l'ouvrage que nous publions, il fait le point sur sa personnalité véritable. Il est beaucoup moins le héros d'un film sentimental à épisodes où passent Fawsia d'Egypte, la belle Soraya et Farah Diba, qu'une sorte de technicien moderne qui entend rajeunir un pays jusque-là trop exclusivement tourné vers le passé.

» Le lecteur fera connaissance dans ces *Mémoires* avec la tâche efficace de ce conducteur de peuple qu'est l'empereur persan ».

(Bulletin de la NRF, Gallimard, Paris 1965).

2. « Le nombre exact des prisonniers politiques

est inconnu. (...) Selon les sources, le nombre varie de 25 000 à 100 000. (...)

La torture des prisonniers politiques pendant les interrogatoires apparaît comme une pratique habituelle, mais les prisonniers peuvent encore être soumis à la torture à n'importe quel moment durant leur emprisonnement... »

(Amnesty International, Rapport annuel, 1975-1976).

De ces deux textes, trois interprétations possibles, me semble-t-il, toutes consternantes :

A. La moins catastrophique : La maison Gallimard — c'est-à-dire l'une des plus prestigieuses maisons d'édition françaises (hier Sartre; aujourd'hui Foucault) — édite n'importe quoi, publie n'importe quoi dans son bulletin — soit qu'elle ne sache littéralement pas de quoi elle parle et confonde un « souverain généreux » avec un tortionnaire, ce qui est grave; soit qu'elle sache fort bien, mais pense que le livre sera un succès de librairie et que cela seul compte, ce qui est encore plus grave.

B. La plus catastrophique : Un souverain « jeune, actif, généreux », etc., se trouve la victime d'une campagne de calomnie sans précédent, financée probablement par Moscou, et à laquelle participe entre autres *Amnesty International*... Or *Amnesty International* vient de recevoir le Prix Nobel de la

VALAIS

Savro : des patrons réduits à la pire extrémité

Au-delà des frontières valaisannes, la « remise » de Savro aux travailleurs a provoqué des commentaires plutôt sceptiques. Par quel trajet tortueux, ce conseil d'administration, formé d'un ancien président de la Confédération, d'un ancien conseiller d'Etat, d'un colonel et d'un préfet, en est-il venu à rejoindre des positions tenues jusqu'ici par des syndicalistes de choc ?

En Valais, l'explication court sur bien des lèvres : M. Filippini et ses amis n'avaient guère d'autres solutions...

Le poids de l'administration

Quelle est la valeur actuelle de Savro ? Depuis le « boom » des années 1972-1973, les effectifs des ouvriers sont en baisse (plusieurs centaines de personnes), mais l'appareil administratif, qui lui n'a que peu été touché, pèse toujours plus lourdement sur la gestion de l'entreprise. Même phénomène pour le parc de machines. A cela s'ajoute la charge de cette gravière, propriété de la bourgeoisie de Sion, que Savro devra remettre en état après en avoir tiré pendant des années des bénéfices non négligeables.

Bref, dans un secteur dont la surcapacité de production est la caractéristique première, on voyait

difficilement quel aurait pu être l'acheteur providentiel de Savro !

La force de l'entreprise, c'était ses « relations ». C'est apparu au grand jour... Ces relations étaient spécialement juteuses avec l'Etat, qui passait la quasi-totalité des commandes.

Une auréole avantageuse

Aujourd'hui, après la découverte du trafic des doubles factures, ces relations ne valent plus rien. Pour les responsables des collectivités publiques, passer commande à Savro, c'est désormais s'exposer à la critique d'une opinion soupçonneuse, c'est courir le risque d'être amalgamé aux scandales passés. Mais tout change si Savro ne s'identifie plus avec M. Filippini et son parterre de notables et gagne l'auréole de la « participation ouvrière » (avec en prime, des relents de « générosité patronale »). Si l'expérience devait capoter après une année ou deux, l'ancien patron pourrait encaisser une partie des versements effectués par les ouvriers et les cadres pour le rachat des titres et des actions.

Pas de contreponds syndical

Quelle est la situation du côté ouvrier ? Le transfert de propriété n'a pas été imaginé par les travailleurs — Savro ne s'est du reste jamais signalé par son dynamisme syndical... Les négociations inévitables vont donc avoir lieu entre des fonctionnaires syndicaux et le conseil d'administration. C'est là une des faiblesses majeures du système proposé : l'expérience de Lip, entre autres, a montré les risques certains qui menacent les tentatives d'autogestion menées dans des entreprises en difficulté, même là où les ouvriers sont conscients, unis et décidés; à Savro, les emplois à sauver peuvent provoquer une certaine mobilisation, mais il faudra commencer par licencier... Il y a loin de ce coup de poker, à une réelle tentative de participation, à une expérience de cogestion, telle qu'on l'a parfois annoncée. Toute confusion ne peut que faire tort aux expériences véritables à venir.

AVANT LE 4 DÉCEMBRE : L'IMPÔT SUR LA RICHESSE

Une initiative qui met en lumière de vrais problèmes

L'initiative socialiste sur l'« impôt sur la richesse », nous l'avons dit la semaine dernière, doit être jugée, surtout et avant tout, dans le contexte de l'après TVA, de l'après 12 juin.

Un échec sérieux — il y a, on le sait, en démocratie directe des échecs honorables, significatifs d'une tendance ! — rendrait difficile l'élaboration d'un compromis capable de rallier la gauche.

Il n'est pas démagogique en effet d'affirmer que dans ce compromis à venir doit obligatoirement figurer un « effort » demandé à ceux que l'on appelle les « possédants » Cette volonté doit donc sortir renforcée du scrutin du 4 décembre.

Encore faut-il que l'initiative pose des questions justes et touche des points sensibles. Tel est bien le cas !

L'initiative met en évidence trois problèmes de la fiscalité suisse : celui des personnes morales, celui des taux-planchers pour les revenus élevés et les grosses fortunes, celui de l'exonération du minimum vital.

Les personnes morales. Elles jouissent en Suisse de conditions relativement favorables, notamment les sociétés qui possèdent un capital et des fonds propres élevés. Mais il est patent que ces conditions sont, dans certains cantons, exceptionnellement favorables ! Sinon, rien, aucune raison objective, n'expliquerait le fait qu'elles s'agglutinent dans certains cantons à faible vocation industrielle ou bancaire comme Zoug, Glaris, Fribourg, Nidwald, par exemple. Certains de ces cantons n'ont pas besoin de manière absolue, vu leurs charges, de cet apport; pour d'autres, il est précieux...

N'est-ce pas plutôt dans la péréquation intercantonale qu'il faudrait chercher le surplus néces-

saire, en abandonnant cette sous-enchère fiscale ? La faiblesse économique est-elle une raison suffisante pour « casser les prix » ?

A ce degré, la sous-enchère est-elle admissible de la part de la Suisse, ne serait-ce qu'au titre de la solidarité européenne et internationale, ou même tout simplement de la correction internationale ? Poser ces questions, c'est y répondre...

Les personnes physiques. Il est vrai que leur imposition est très variable selon les communes. En bénéficiant, en bonne logique capitaliste, les plus gros revenus ! L'idée de fixer des taux-planchers (21 % pour 100 000 francs; 27 % pour 200 000) est une idée souvent lancée et défendue, même par des milieux de droite... Les taux prévus par l'initiative correspondent à ce qui est en vigueur dans la majorité des communes et des cantons. Le redressement n'est sensible que pour les revenus les plus élevés, au-dessus de 200 000 ou 300 000 francs, mais avec des taux qui, même en tenant compte de l'IDN, demeurent dans le gros du peloton des comparaisons européennes.

Enfin, l'exonération du minimum vital. Cette idée est acquise partout, mais sa conception pratique en est fort variable. Certains cantons imposent déjà des montants très bas, d'autres exonèrent jusqu'au minimum d'existence. Il est vrai qu'en ce domaine, le législateur (il faudra en effet légiférer car l'initiative définit abstraitement une norme sans la chiffrer) devra être prudent pour ne pas affaiblir les recettes de certaines communes ou cantons. Mais il aura la possibilité d'agir par étapes, et d'adapter le minimum vital au fur et à mesure que s'affinera la péréquation intercantonale et, à l'intérieur des cantons, la péréquation intercommunale.

Aucun de ces problèmes n'est donc négligeable. En les posant clairement, l'initiative socialiste se donne sa propre dynamique.

Dans le contexte de la réforme des finances fédérales, dans cette lutte d'influence, dans cette épreuve de force que provoquent les projets fédéraux, l'initiative se révèle à l'examen, non pas gratuite, mais solidement motivée.